

Situation Mensuelle de l'Etat



Janvier 2020



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -19,965 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin janvier 2020 s'élève à -19,965 Md€ contre -17,734 Md€ à fin janvier 2019.

Cette évolution (-2,231 Md€) s'explique essentiellement

par une augmentation des dépenses nettes de 1,603 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 0,649 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 29,191 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,452 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,802 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,922 Md€) ;

► **Mission Défense** : 5,455 Md€, principalement au titre du programme « Equipement des forces » (2,416 Md€) et du programme « Soutien de la politique de la défense » (2,069 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 4,188 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (3,202 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,259 Md€, principalement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (0,986 Md€) et du programme « Handicap et dépendance » (0,983 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin janvier 2020 s'élèvent à 29,191 Md€ contre 27,588 Md€ à fin janvier 2019. Cette évolution (+1,603 Md€) résulte principalement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 0,716 Md€ (montant principalement lié à un décalage

► **Mission Sécurités** : 1,690 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,893 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,761 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,563 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,516 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durable** : 1,229 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Pouvoirs publics** : 0,994 Md€, principalement au titre du programme « Assemblée nationale » (0,518 Md€).

calendaire du versement des aides personnelles au logement, résorbé début février) et des dépenses d'investissement pour 0,446 Md€ (essentiellement au titre de la mission « Défense »).

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 15,042 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 15,417 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,350 Md€, dont 1,004 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 1,596 Md€ d'autres taxes intérieures (essentiellement 0,953 Md€ de TICFE et 0,546 Md€ de TICGN) ;

► **IR net** : 2,004 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,363 Md€, dont 0,628 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **IS net** : -0,575 Md€ (montant lié à la constatation de R&D à hauteur de 1,808 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,441 Md€, principalement la DGF (-2,040 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -3,577 Md€.



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 20,436 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin janvier 2020 s'élèvent à 20,436 Md€ contre 18,753 Md€ à fin janvier 2019. Cette évolution (+1,683 Md€) s'explique essentiellement par des augmentations de recettes d'IR net pour 4,937 Md€ (écart lié à certaines recôtes de PAS, recouvrées dès janvier en 2020, alors qu'elles

l'avaient été à compter de février en 2019, année de sa mise en œuvre).

Cette hausse est partiellement compensée par une baisse des recettes nettes de TVA de 2,028 Md€, en raison de reversements à l'ACOSS plus précoces en 2020 qu'en 2019.

Recettes non fiscales : 0,458 Md€

Les recettes non fiscales à fin janvier 2020 s'élèvent à 0,458 Md€ contre 0,385 Md€ à fin janvier 2019.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -6,018 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin janvier 2020 s'élèvent à -6,018 Md€ contre -4,215 Md€ à fin janvier 2019.

Cette évolution (-1,803 Md€) s'explique par une hausse des prélèvements sur les recettes de

l'Etat au profit de l'Union européenne à hauteur de 1,834 Md€ (écart lié à la modification de la liquidation de la contribution de la France au budget 2020 de l'UE).

Fonds de concours : 0,165 Md€

Les fonds de concours à fin janvier 2020 s'élèvent à 0,165 Md€ contre 0,097 Md€ à fin janvier 2019.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -5,816 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,830 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 3,195 Md€ (principalement au titre de la mensualisation de TF et de TH) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 0,227 Md€ et des recettes pour 0,319 Md€ ;

Le solde des comptes spéciaux à fin janvier 2020 s'élève à -5,816 Md€ contre -5,167 Md€ à fin janvier 2019.

Cette évolution (-0,649 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des comptes d'affectation spéciale de 0,182 Md€, des comptes de concours financiers de 0,154 Md€ et des

► Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » présente des dépenses pour 0,316 Md€ et des recettes pour 0,173 Md€ ;

► Le compte « **Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat** » présente des dépenses pour 0,123 Md€.

comptes de commerce de 0,298 Md€ (particulièrement le solde du compte « Soutien financier au commerce extérieur » qui varie de -0,267 Md€, en raison notamment du versement, par BPI France, de primes et commissions d'engagement en matière d'assurance-crédit et d'assurance investissement, en janvier 2019).

Dettes financières de l'Etat au 31 janvier : 1 845,135 Md€

La dette financière est en augmentation de 15,674 Md€ depuis le début de l'année 2020.

Les principaux flux nets positifs concernent les OAT

(émissions nettes de remboursements de 23,612 Md€). Le montant net des BTF a diminué de 7,928 Md€.



	Mois	Cumul à fin janvier		Renvoi Page	
	Janvier	2020	2019 retraité 2019 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-19 965	-19 965	-17 734	-17 734	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	29 191	29 191	27 588	27 588	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	15 042	15 042	15 020	15 020	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	2 004	2 004	-2 933	-2 933	
- IS *	-575	-575	-228	-228	
- TVA	15 417	15 417	17 445	17 445	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-5 816	-5 816	-5 167	-5 167	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-1 339	127 082			16
Dette financière de l'Etat	15 674	1 845 135			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	994	994	991	991
Dépenses de personnel	11 523	11 523	11 507	11 507
Dépenses de fonctionnement	6 939	6 939	6 599	6 599
Charges de la dette de l'Etat	218	218	215	215
Dépenses d'investissement	2 087	2 087	1 641	1 641
Dépenses d'intervention	7 263	7 263	6 547	6 547
Dépenses d'opérations financières	166	166	87	87
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	29 191	29 191	27 588	27 588
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	20 436	20 436	18 753	18 753
Recettes non fiscales	458	458	385	385
Prélèvements sur recettes	-6 018	-6 018	-4 215	-4 215
Fonds de concours	165	165	97	97
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	15 042	15 042	15 020	15 020
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	21 060	21 060	19 235	19 235
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-14 149	-14 149	-12 567	-12 567
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-110	-110	72	72
Solde des comptes de concours financiers	-5 776	-5 776	-5 622	-5 622
Solde des comptes de commerce	74	74	372	372
Solde des comptes d'opérations monétaires	-3	-3	10	10
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-5 816	-5 816	-5 167	-5 167
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-19 965	-19 965	-17 734	-17 734



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 523	11 523	11 507	11 507
Rémunérations d'activité	6 437	6 437	6 438	6 438
Cotisations et contributions sociales	5 060	5 060	5 029	5 029
Prestations sociales et allocations diverses	27	27	40	40
AUTRES TITRES	17 668	17 668	16 081	16 081
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	994	994	991	991
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	6 939	6 939	6 599	6 599
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 980	1 980	1 793	1 793
Subventions pour charges de service public	4 959	4 959	4 806	4 806
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	218	218	215	215
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	218	218	215	215
Titre 5 - Dépenses d'investissement	2 087	2 087	1 641	1 641
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 422	1 422	1 084	1 084
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	665	665	557	557
Titre 6 - Dépenses d'intervention	7 263	7 263	6 547	6 547
Transferts aux ménages	4 440	4 440	2 934	2 934
Transferts aux entreprises	605	605	827	827
Transferts aux collectivités territoriales	522	522	394	394
Transferts aux autres collectivités	1 697	1 697	2 392	2 392
Appels en garantie	0	0	0	0
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	166	166	87	87
Prêts et avances	60	60	10	10
Dotations en fonds propres	29	29	4	4
Dépenses de participations financières	76	76	73	73
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	29 191	29 191	27 588	27 588



	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2020		Cumul à fin janvier 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES	1	1	1	1	0
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	1	0	1	0	0
Fonds pour la transformation de l'action publique	0	1	0	1	0
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat	0	0	0	0	0
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	645	316	645	316	324
Action de la France en Europe et dans le monde	300	125	300	125	136
Diplomatie culturelle et d'influence	266	116	266	116	110
Français à l'étranger et affaires consulaires	79	75	79	75	78
Présidence française du G7 ⁽³⁾	0	0	0	0	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	282	278	282	278	209
Administration territoriale de l'Etat ⁽²⁾	161	145	161	145	127
Vie politique, culturelle et associative	23	23	23	23	1
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	98	110	98	110	81
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	341	281	341	281	217
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	265	209	265	209	142
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	31	29	31	29	29
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	45	44	45	44	46
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	358	443	358	443	466
Aide économique et financière au développement	3	89	3	89	76
Solidarité à l'égard des pays en développement	355	354	355	354	390
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	1 471	12	1 471	12	30
Liens entre la Nation et son armée	6	1	6	1	1
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	1 443	4	1 443	4	13
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	22	7	22	7	16
COHESION DES TERRITOIRES	12 007	1 563	12 007	1 563	867
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0	0	0	0
Aide à l'accès au logement	11 968	1 516	11 968	1 516	845
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	-1	1	-1	1	2
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	19	26	19	26	3
Interventions territoriales de l'Etat	4	4	4	4	4
Politique de la ville	16	16	16	16	14
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	102	48	102	48	89
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	41	31	41	31	32
Conseil économique, social et environnemental	44	0	44	0	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	17	18	17	17
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	185	133	185	133	111
Patrimoines	89	64	89	64	41
Création	36	11	36	11	8
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	60	58	60	58	62
DEFENSE	5 044	5 455	5 044	5 455	4 751
Environnement et prospective de la politique de défense	262	144	262	144	180
Préparation et emploi des forces	2 178	825	2 178	825	667
Soutien de la politique de la défense	2 388	2 069	2 388	2 069	2 133
Equipement des forces	216	2 416	216	2 416	1 772
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	71	47	71	47	66
Coordination du travail gouvernemental	58	34	58	34	33
Protection des droits et libertés	13	13	13	13	4
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées ⁽³⁾	0	0	0	0	29



	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2020		Cumul à fin janvier 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€.					
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 940	1 229	1 940	1 229	1 342
Infrastructures et services de transports	234	150	234	150	60
Affaires maritimes	64	14	64	14	9
Paysages, eau et biodiversité	3	2	3	2	1
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie	422	141	422	141	118
Prévention des risques	30	11	30	11	14
Energie, climat et après-mines	404	160	404	160	219
Service public de l'énergie	372	371	372	371	543
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	410	380	410	380	377
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat (crédits évaluatifs) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
ECONOMIE	179	138	179	138	91
Développement des entreprises et régulations	131	94	131	94	42
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	37	32	37	32	34
Stratégie économique et fiscale	12	12	12	12	15
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	233	218	233	218	225
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	218	218	218	218	215
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	0	0	0
Epargne	15	0	15	0	11
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 679	6 452	6 679	6 452	6 268
Enseignement scolaire public du premier degré	1 923	1 922	1 923	1 922	1 877
Enseignement scolaire public du second degré	2 805	2 802	2 805	2 802	2 798
Vie de l'élève	756	711	756	711	609
Enseignement privé du premier et du second degrés	804	757	804	757	751
Soutien de la politique de l'éducation nationale	257	166	257	166	148
Enseignement technique agricole	133	93	133	93	84
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	1 053	839	1 053	839	877
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	694	627	694	627	661
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	102	93	102	93	97
Facilitation et sécurisation des échanges	131	118	131	118	117
Fonction publique	127	1	127	1	2
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	193	122	193	122	152
Immigration et asile	133	122	133	122	152
Intégration et accès à la nationalité française	60	0	60	0	0
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	0	0	0	0	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	0
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0
JUSTICE	905	736	905	736	745
Justice judiciaire	291	255	291	255	286
Administration pénitentiaire	208	257	208	257	260
Protection judiciaire de la jeunesse	164	56	164	56	51
Accès au droit et à la justice	143	142	143	142	128
Conduite et pilotage de la politique de la justice	97	25	97	25	19
Conseil supérieur de la magistrature	2	0	2	0	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	28	26	28	26	69
Presse et médias	27	26	27	26	69
Livre et industries culturelles	0	0	0	0	0
OUTRE-MER	26	25	26	25	11
Emploi outre-mer	23	14	23	14	9
Conditions de vie outre-mer	3	11	3	11	2



	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2020		Cumul à fin janvier 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POUVOIRS PUBLICS	994	994	994	994	991
Présidence de la République	105	105	105	105	103
Assemblée nationale	518	518	518	518	518
Sénat	324	324	324	324	324
La Chaîne parlementaire	34	34	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	13	13	13	13	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	15 704	4 188	15 704	4 188	4 979
Formations supérieures et recherche universitaire	12 701	3 202	12 701	3 202	3 178
Vie étudiante	611	284	611	284	312
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	625	35	625	35	188
Recherche spatiale	549	0	549	0	673
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	1 186	606	1 186	606	591
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	8	39	8	39	19
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	23	21	23	21	18
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	4 675	851	4 675	851	914
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 733	615	3 733	615	612
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	754	138	754	138	88
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	188	98	188	98	213
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	-4	9	-4	9	1
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	-3	8	-3	8	0
Concours spécifiques et administration	-1	1	-1	1	1
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	14 009	13 868	14 009	13 868	13 408
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	13 465	13 324	13 465	13 324	12 908
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	544	544	544	544	500
SANTE	43	17	43	17	14
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	43	17	43	17	14
Protection maladie	0	0	0	0	0
SECURITES	1 782	1 690	1 782	1 690	1 776
Police nationale	901	893	901	893	894
Gendarmerie nationale	839	761	839	761	854
Sécurité et éducation routières	5	2	5	2	2
Sécurité civile	36	34	36	34	25
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	22 576	2 259	22 576	2 259	1 226
Inclusion sociale et protection des personnes	11 101	986	11 101	986	14
Handicap et dépendance	10 809	983	10 809	983	998
Egalité entre les femmes et les hommes	0	0	0	0	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	666	291	666	291	214
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	519	161	519	161	84
Sport	21	14	21	14	8
Jeunesse et vie associative	490	147	490	147	73
Jeux olympiques et paralympiques 2024	8	0	8	0	4
TRAVAIL ET EMPLOI	1 817	661	1 817	661	692
Accès et retour à l'emploi	1 657	493	1 657	493	526
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	109	117	109	117	114
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0	0	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	51	52	51	52	52
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	93 858	43 059	93 858	43 059	40 995
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	79 849	29 191	79 849	29 191	27 588

(1) Création en LFI 2020

(2) Changement de libellé en LFI 2020

(3) Suppression en LFI 2020



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	7 681	7 681	2 781	2 781
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	117	117	148	148
Impôt sur les sociétés (C)	1 251	1 251	1 154	1 154
Impôt sur les sociétés	1 233	1 233	1 136	1 136
Contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés	18	18	19	19
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 363	1 363	878	878
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	107	107	83	83
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	389	389	204	204
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	111	111	116	116
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	1	0	0
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	4	4
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	1	3	3
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	72	72	2	2
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	9	9	22	22
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	628	628	431	431
Taxe sur les services numériques	32	32	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Recettes diverses	13	13	12	12
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	132	132	1 256	1 256
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	20 409	20 409	22 630	22 630
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	3 350	3 350	3 312	3 312
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	56	56	57	57
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	20	20	22	22
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	11	11	2	2



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2020	2019 retraité	2019 exécuté
	unité : million d'€.			
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	324	324	290	290
Mutations à titre gratuit par décès	680	680	634	634
Contribution de sécurité immobilière	79	79	73	73
Autres conventions et actes civils	36	36	39	39
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	49	49	50	50
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	21	21	16	16
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	8	8	14	14
Timbre unique	53	53	46	46
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules ⁽¹⁾	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	1 596	1 596	1 584	1 584
Autres droits et recettes accessoires	0	0	0	0
Amendes et confiscations	2	2	3	3
Taxe générale sur les activités polluantes	1	1	2	2
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	4	4	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	6	6	8	8
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	9	9	8	8
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	4	4	4
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	65	65	180	180
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	54	54	50	50
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	35	35	34	34
Prélèvement sur les paris sportifs	45	45	40	40
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	7	7	6	6
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	119	119	127	127
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	68	68	21	21
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	34 304	34 304	32 160	32 160
TOTAL GENERAL (net de R&D)	20 436	20 436	18 753	18 753

⁽¹⁾ Création en LFI 2020



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	4	4	2	2
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	4	4	2	2
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	63	63	35	35
Revenus du domaine public non militaire	14	14	3	3
Autres revenus du domaine public	0	0	1	1
Revenus du domaine privé	31	31	25	25
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	17	17	0	0
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	4	4
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	2	2
Produits de la vente de biens et services (C)	108	108	80	80
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	0	0	1	1
Autres frais d'assiette et de recouvrement	107	107	78	78
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	1	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	0	0	0
Autres recettes diverses	1	1	0	0
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	15	15	19	19
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	1	1	1	1
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0
Intérêts des autres prêts et avances	0	0	0	0
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	13	13	17	17
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	1	1	1



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	100	100	94	94
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	45	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	2	2	0	0
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	5	5	0	0
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	0	2	2
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	46	46	45	45
Frais de poursuite	1	1	1	1
Frais de justice et d'instance	1	1	1	1
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0
Divers (F)	168	168	154	154
Reversements de Natixis	0	0	35	35
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	1	1	2	2
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	12	12	10	10
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	1	0	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	2	2	1	1
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	1	1	1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	0	0	0
Récupération d'indus	1	1	6	6
Recouvrements après admission en non-valeur	12	12	10	10
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	1	6	6
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	5	5	2	2
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	63	63	41	41
Produits divers	11	11	2	2
Autres produits divers	57	57	38	38
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	458	458	385	385



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 441	-2 441	-2 473	-2 473
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 040	-2 040	-2 038	-2 038
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	0	0	0
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-146	-146	-172	-172
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	0	-2	-2
Dotations élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-246	-246	-251	-251
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	0	0	-9	-9
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l' apprentissage ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la Polynésie française ⁽¹⁾	-8	-8	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-3 577	-3 577	-1 743	-1 743
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-6 018	-6 018	-4 215	-4 215
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	120	120	89	89
Fonds de concours - coopération internationale	45	45	9	9
TOTAL FONDS DE CONCOURS	165	165	97	97

⁽¹⁾ Création en LFI 2020



	Mois de janvier		Cumul à fin janvier					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté
	unité : million d'€.							
Comptes d'affectation spéciale	4 907	4 798	4 907	4 729	4 798	4 801	-110	72
Aides à l'acquisition de véhicules propres ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	48	0	48
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	8	87	8	7	87	80	79	73
Développement agricole et rural	0	3	0	0	3	3	3	3
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	0	30	0	0	30	31	30	31
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	4	0	4
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	123	47	123	11	47	30	-76	19
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	13	0	13	10	0	2	-13	-8
Pensions	4 763	4 631	4 763	4 701	4 631	4 604	-132	-98
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	0	0	0	0	0
Transition énergétique	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes de concours financiers	9 147	3 371	9 147	9 209	3 371	3 587	-5 776	-5 622
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à l'audiovisuel public	316	173	316	322	173	199	-143	-123
Avances aux collectivités territoriales	8 830	3 195	8 830	8 869	3 195	3 384	-5 634	-5 484
Prêts à des Etats étrangers	0	3	0	18	3	3	3	-15
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	2	0	2	0	0	0	-2	0
Comptes de commerce	321	395	321	367	395	739	74	372
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	31	23	31	34	23	9	-8	-25
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	11	15	11	10	15	13	4	4
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	1	0	1	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	17	33	17	17	33	86	16	70
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	227	319	227	242	319	329	92	88
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	3	4	3	3	4	4	1	1
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	1	1	1	1	1	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	32	0	32	60	0	295	-32	235
Comptes d'opérations monétaires	28	25	28	60	25	69	-3	10
Emission des monnaies métalliques	5	1	5	2	1	15	-3	12
Opérations avec le Fonds Monétaire International	23	24	23	57	24	54	0	-2
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	14 404	8 589	14 404	14 365	8 589	9 196	-5 815	-5 169
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	14 381	8 565	14 381	14 308	8 565	9 141	-5 816	-5 167

(1) Suppression en LFI 2020



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2020
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		302	7	309
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	298	-25	274
		Total organismes à caractère financier	610	-17	593
	CEPL	Régions	3 177	204	3 381
		Départements	7 387	-886	6 501
		Communes	25 264	-1 292	23 972
		HLM	237	-92	144
		Autres	25 492	-757	24 736
		Total CEPL	61 558	-2 823	58 734
		Etablissements publics de santé	5 578	222	5 800
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	16 578	-1 847	14 731
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	6 287	-133	6 153
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 810	2 357	6 167
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 490	-339	1 151
		Total établissements publics nationaux	28 165	37	28 202
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	15 455	-176	15 279
		Union européenne	3 281	954	4 235
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	70	-3	67
		GIP	841	19	859
		EPLÉ	2 522	444	2 967
		Autres correspondants	10 275	11	10 286
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor		46	0	46	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 755	471	14 226	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	128 402	-1 333	127 069	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	21	-7	14	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	Total Comptes à terme	21	-7	14	
Total Passif (A)		128 422	-1 340	127 083	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		1	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		128 422	-1 339	127 082	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2020
Titres négociables (A)	1 822 823	15 684	1 838 508
Titres négociables à moyen et long terme	1 715 890	23 612	1 739 503
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 715 890	23 612	1 739 503
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 489 494	21 372	1 510 866
- <i>taux variable</i>	200 264	2 192	202 456
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	106 933	-7 928	99 005
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	106 933	-7 928	99 005
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 638	-11	6 628
TOTAL (A+B+C)	1 829 462	15 674	1 845 135



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2019 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2019 retraité » sont, à ce stade, identiques aux données « 2019 exécuté ». Ces chiffres seront corrigés, ultérieurement, des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2020.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dettes financières de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.